



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

12/02/2026

Ce que le Parlement a voté peut être annulé par la grève et la rue !

La Macronie, le Parti Socialiste et la droite présentent le budget comme un « *compromis* » qui « *éviterait l'austérité* ». Faux : le gouvernement va tailler dans les ministères, demander un « effort » aux régions, aux communes. La dégradation générale des services publics et de nos conditions de vie vont encore s'aggraver.

Dans l'éducation nationale le budget 2026 entérine la suppression de 1365 postes dans le Second degré auxquels s'ajoutent les 1891 suppressions de postes dans le Premier degré : ce sont des fermetures dans toutes les académies*. Cela va se traduire par moins de professeurs, des classes surchargées et moins d'options. 438 postes seraient prélevés dans les académies « *mis en réserve* »^{III}, c'est un retrait supplémentaire de moyens dans les académies et une dégradation des conditions d'études et de travail pour les élèves et les enseignants avec des classes à plus de 40. Entre 2017 et 2023 ont été supprimés 8 000 emplois ...

Par contre c'est la poursuite du « *quoi qu'il en coûte* » le pillage des comptes publics par le patronat, le versement de 270 milliards d'euros d'aides par an aux entreprises va continuer. Macron a lancé le premier four à arc électrique d'Europe à Dunkerque chez ArcelorMittal, sur les 1,3 milliard investis dans le projet, 50 % seront supportés par l'État alors que le bénéfice net de l'entreprise est de 3,15 milliards de dollars pour 2025, contre 1,34 milliard en 2024... Cela ne règle pas le devenir de notre Sidérurgie menacé! 5.600 postes, dont 1.650 pour la France seront supprimés par la délocalisation.

Les crédits des armées augmentent de plus de 6,7 milliards d'euros, cela confirme l'accélération de la militarisation engagée ces dernières années.

Un budget saignant pour les travailleurs :

Lecornu a détaillé ses projets dans les colonnes d'Ouest-France concernant: l'immigration, la décentralisation, la défense, l'agriculture.... Sans oublier le remaniement, les municipales... Il dit vouloir partager le pouvoir : « *avec les partenaires sociaux, les élus locaux et les parlementaires* » voulant ainsi faire avaler l'austérité et sa politique au service du capital dans une collaboration de classe. « *Le vrai débat serait d'aller plus loin demain dans la baisse des impôts de production* » dit-il et poursuit « *En tout cas, la politique de compétitivité conduite depuis huit ans est bien préservée* ». Le résultat est probant d'un côté 107 milliards de bénéfices pour les entreprises et leurs actionnaires ! De l'autre chômage en forte hausse, plans de licenciements en cascade dans les entreprises pour encore plus de profits.

Citant les priorités du quotidien comme « *France Santé* » pour lutter contre la désertification médicale, alors qu'il supprime les pôles santé comme à Toulouse, Caen, Montpellier... ces espaces œuvrant à l'ombre des quartiers populaires, sans reconnaissance. L'enveloppe annuelle de 14 millions d'euros (chiffres 2025) assurant le fonctionnement des centres est menacée d'être suspendue. Salariés et patients préparent déjà la mobilisation.

La loi de programmation militaire.

Elle sera mise à jour dès avril pour être adoptée avant le discours aux Armées de Macron, le 13 juillet ! L'augmentation du budget des armées (57 milliards d'euros) a été multipliée par deux entre 2017 et 2027. « *Il va falloir continuer. Je l'ai dit et je l'assume : le poids de forme dans les décennies à venir du budget des armées devra être en dessous des 100 milliards d'euros par an ! L'effort que nous faisons cette année, il faudra donc le refaire chaque année...* » nous sommes prévenus les cordons de la bourse en faveur de l'appareil militaire

impérialiste français sont largement ouverts : Non à la marche vers la guerre, un seul mot d'ordre : Pas une vie, pas un sou pour leur guerre impérialiste !

Lecornu déclare aussi : « *La nouvelle donne internationale et la situation de nos finances publiques rendent urgent de recentrer l'État sur certaines missions* ». Cela veut dire Armées-industries de guerre-justice-police c'est l'Etat, tout le reste donc c'est « *s'en remettre plus clairement à d'autres acteurs publics de grande proximité pour exercer certaines compétences. Citons les transports, le logement ou le médico-social par exemple* ». En clair tout décentraliser sur les régions, les départements, les communes...et tout privatiser voilà l'objectif. Pour aller dans ce sens il affirme promulguer les textes de loi rapidement : « *le plus important - sur la réforme de l'État, la décentralisation et la clarification d'un certain nombre de compétences suivra* ». Un autre texte portera sur la vie des collectivités locales, avec une cinquantaine de mesures de simplification et de clarification : présenté avant les municipales !

Lecornu affirme : « *Il existe bien une majorité pour voter des textes de compromis* ». La compromission du Parti Socialiste s'intègre désormais dans une nouvelle majorité parlementaire comptant aussi sur liquidation de la mobilisation sociale.

Il craint cette mobilisation sociale pouvant inverser la donne, ce que le Parlement a voté peut être annulé.

Cela passe par l'organisation et l'unification des colères s'exprimant partout dans notre pays contre la politique du pouvoir, chaque semaine le résumé éco-social en témoigne.

Les travailleurs tiennent l'ensemble de la production du pays et son fonctionnement au quotidien, en s'organisent ils peuvent construire la grève et la mobilisation dans la rue, créant un rapport de force capable de stopper le gouvernement, ses complices et le patronat. Partout, les salariés montrent qu'ils ne lâchent rien. Un nouvel élan puissant pour #ToutBloquer #est possible. Ancrons, comme l'écrit Unité-CGT : « *le rapport de force dans chaque entreprise, atelier, service, construire et amplifier un mouvement global, un véritable soulèvement social dont nous avons tous et toutes besoin, dans un contexte de montée général des tensions, en France comme dans le monde entier* ».

*à l'exception de quatre

^[1]. 438 emplois manquants seraient « mis en réserve », c'est-à-dire prélevés dans les académies pour anticiper une éventuelle moindre réussite aux concours et permettre d'éventuels ajustements (recrutement de contractuels etc.)

© Copyright